

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-032

DU 28 JANVIER 2022

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS : DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 - 6ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 1ER RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

VU la délibération n° CR 72 -07 du 27 juin 2007 portant adoption au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU la délibération n° CP 10-767 relative à la mise en œuvre du programme prévisionnel d'investissement (PPI) et du programme prévisionnel de rénovation (PPR) des lycées du budget 2010 – Nouvelles opérations ;

VU la délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 83-16 du 19 mai 2016 « Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins » ;

VU la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 ;

VU la délibération n° CP 2019-457 du 17 octobre 2019 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 3^{ème} année de mise en œuvre – 2^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CP 2020-217 du 27 mai 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 4^{ème} année de mise en œuvre – 3^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CP 2020-396 du 23 septembre 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 4^{ème} année de mise en œuvre – 5^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CR 2021-012 du 4 février 2021 relative à la revoyure du plan d'urgence pour les lycées franciliens ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-441 du 19 novembre 2021 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 5^{ème} année de mise en œuvre – 5^{ème} rapport ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-032 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Autorise la présidente du Conseil Régional à signer le protocole transactionnel avec la société OBM en annexe 1 à la présente délibération sur l'opération de construction d'un lycée provisoire au lycée Rabelais à Paris 18^{ème} arrondissement ;

Article 2 :

Autorise la présidente du Conseil Régional à signer la convention de financement avec la Fondation du Patrimoine en annexe 2 à la présente délibération sur l'opération de rénovation de la bibliothèque du lycée Charlemagne à Paris 4^{ème} arrondissement ;

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 300 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Etudes générales lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101) du budget 2022 conformément à l'annexe 3 à la présente délibération ;

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 24 019 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222 -003 « Construction des lycées neufs » (122003), action « Construction des lycées neufs » (12200301) du budget 2022 pour les opérations visées à l'annexe 3 à la présente délibération ;

Article 5 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 80 702 100 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics » (122004), action « Rénovation des lycées publics » (12200401) du budget 2022 pour les opérations visées à l'annexe 3 à la présente délibération ;

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisation de programme provisionnelle de 2 000 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-005 « Grosses réparations dans les lycées publics » (122005), action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget 2022 conformément à l'annexe 3 à la présente délibération ;

Article 7 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 1 700 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-032 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales » (122032), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées » (12203201) du budget 2022 pour l'opération visée à l'annexe 3 à la présente délibération ;

Article 8 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 34 090 000 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-035 « Rénovation des cités mixtes régionales » (122035), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12203501) du budget 2022 pour les opérations visées à l'annexe 3 à la présente délibération ;

Article 9 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 6 184 554 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-011 « Rénovation des cités mixtes départementales » (122011), action « Rénovation des cités mixtes départementales » (12201101) du budget 2022 pour l'opération visée à l'annexe 3 à la présente délibération ;

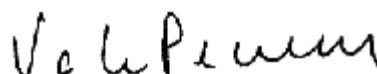
Article 10 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) du budget 2022 conformément à l'annexe 3 à la présente délibération ;

Article 11 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de 4 445 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-018 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122018), action « Prestations liées aux travaux » (12201802) du budget 2022 conformément à l'annexe 3 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1134276-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

**Annexe 1 : Protocole d'accord transactionnel -
Société OBM**

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La région Île-de-France représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de présidente du Conseil Régional Île-de-France, dûment habilitée à cet effet, par délibération n° CR n° 2021-038 du 2 juillet 2021 et domiciliée en cette qualité 2, rue Simone VEIL, Saint Ouen sur Seine 93400,

Ci-après désignée « La région Île-de-France »

D'UNE PART,

ET :

La société OBM, immatriculée, au RCS de ORLEANS sous le numéro SIREN 343 889 309, et dont le siège social est 2 Rue Sourde, 45520 CHEVILLY

Ci-après dénommée « L'entreprise »

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

1.

A la suite de l'accélération de la dégradation des façades du lycée François Rabelais à Paris 18^{ème} et à la fermeture du site, les élèves et formations du lycée ont été redéployés dans des établissements parisiens en mars 2020.

Afin de répondre aux enjeux de relocalisation à proximité du site d'une partie des enseignements dans les délais les plus réduits possibles, il a été mis en œuvre une installation de modulaires, et ce conformément à la délibération n° CP 2020-217 du 27 mai 2020.

La région Île-de-France, maître d'ouvrage, a confié la maîtrise d'œuvre de l'opération à l'agence Alternatives Architecture, titulaire de son accord-cadre n°1900001-lot 1, notifié le 19 juin 2019 et ayant pour objet les prestations intellectuelles pour l'assistance technique à la fourniture, pose et ou transfert de bâtiments industrialisés démontables destinés aux EPLE, îles de loisirs et autres bâtiments de la région Île-de-France.

Pour la fourniture des bâtiments industrialisés, un bon de commande n°K010D a été notifié le 10 décembre 2020 à la société OBM, titulaire de l'accord-cadre n°. 1500590-lot 02 ayant pour objet la fourniture de bâtiments industrialisés à usage de locaux d'enseignement ou de tout autre usage dans les EPLE de la région Île-de-France. Les prestations demandées comprenaient la fourniture et l'installation d'un bâtiment industrialisé neuf pour un montant de 9 056 144,98 € HT soit 10 867 373,98 € TTC avec une durée d'exécution fixée à 10 mois. Après constatation d'une erreur matérielle dans le devis communiqué par la société OBM, le montant des prestations a été ramené à hauteur de 9 054 746.32 € HT soit 10 865 695.58 € TTC.

2.

L'objectif initial prévoyait un dépôt du dossier de permis de construire fin septembre 2020 et un début des travaux début janvier 2021. Le déploiement du lycée provisoire devait être effectif pour la rentrée scolaire de septembre 2021.

Dans le cadre du bon de commande et du permis de construire, dix bâtiments devaient être installés sur la parcelle du lycée Rabelais à Paris (3 bâtiments) et sur une parcelle mise à disposition par la Ville de Paris (7 bâtiments).

Des difficultés autour de l'obtention du permis de construire d'une part et des autorisations nécessaires à la conduite de travaux sur la voie publique à Paris d'autre part ont pénalisé le calendrier d'opérations à hauteur de 3 mois et demi de retard que les mesures d'accélération prises par la Région ne pouvaient plus compenser.

Le permis de construire a finalement été déposé le 6 novembre 2020 et a été délivré le 12 mars 2021.

Ainsi, du fait de réunions spécifiques pour l'ouverture de chantier à la demande de la Ville de Paris, le démarrage de l'opération a été décalé. Les travaux ont débuté le 13 avril 2021 sur le domaine public de la Ville de Paris et le 15 mars 2021 sur parcelle de la Région.

3.

En outre, les concessionnaires sur la parcelle de la Région ont refusé l'implantation de certains bâtiments situés sur leur réseau modifiant de fait le projet architectural. L'interdiction de la mise en place de bâtiments d'une longueur de plus de 8 mètres a imposé la relocalisation des bâtiments modulaires et par conséquent la modification du permis de construire et l'exécution de travaux supplémentaires. La taille de la dalle devant supporter le transformateur définitif a dû également être réévaluée.

4.

La Ville de Paris a également interdit l'abattage d'arbres prévus dans l'opération entraînant la reprise du projet par le maître d'œuvre pour les conserver. Il a été en outre imposé à la Région le raccordement définitif aux réseaux des eaux usées et des eaux pluviales impactant à la hausse le budget de l'opération.

5.

Ainsi, le projet global d'implantation des bâtiments provisoires a été revu et modifié comme suit :

- suppression des bâtiments 7 et 10
- déplacement du bâtiment 5
- modification du bâtiment 2 en R+2
- création d'un bâtiment 2B R+2

Alors même que certains éléments constructifs étaient déjà fabriqués par la société OBM et ce, afin de respecter le planning de livraison du lycée provisoire.

6.

Compte-tenu des modifications apportées au projet et sur la base des devis joints en annexe 2 au présent protocole, le titulaire a demandé par une réclamation en date du 9 novembre 2021, modifiée par la suite le 9 décembre 2021, à être indemnisé pour les prestations supplémentaires suivantes :

Numéro	Poste	HT
1	TS Modifications Démarrage projet	808 090,81 €
1.2	Etudes complémentaires OBM	39 045,00 €
1.3	Encadrement complémentaire OBM	33 000,00 €
2	TS Réseaux - abri TGBT	34 751,43 €
3	Révisions de prix	152 786,17 €
4	Indemnisation retard de facturation	18 966,98 €
5	Hausse des prix des matières premières	879 579,00 €
	TOTAL PROTOCOLE	1 966 219,38 €

Il a apporté les justifications détaillées de sa demande, tel qu'il suit :

JUSTIFICATIONS PROTOCOLE ACCORD REGION - OBM CONSTRUCTION		
Numéro	Poste	Explications
1	TS Modifications Démarrage projet	Ces travaux supplémentaires, ont été engagés dès le début des travaux à la demande de la Région et correspondent aux modifications de conception (taille et d'implantation des bâtiments notamment) ayant eu lieu au démarrage de l'opération.
1.2	TS Etudes complémentaires OBM	Il s'agit des études complémentaires réalisées par le bureau d'études OBM suite aux modifications du démarrage projet.
1.3	TS Encadrement complémentaire OBM	Il s'agit des études complémentaires réalisées par le bureau d'études OBM suite aux modifications du démarrage projet.
2	TS Réseaux - abri TGBT	Ces travaux supplémentaires, ont été engagés suite à la demande du maître d'ouvrage pour l'ajout d'un abri TGBT et de la Ville de Paris pour le raccordement aux réseaux.
3	Révisions de prix	La révision qui s'applique sur les prestations supplémentaires est calculée sur le taux prévisionnel BT01 de décembre 2021.
4	Indemnisation retard facturation	Cette indemnité résulte de l'application des modalités de calcul des intérêts moratoires qu'OBM aurait pu percevoir en facturant à date de service fait les prestations supplémentaires exposées ci-avant.
5	Hausse des prix	<p>La société OBM subit actuellement les conséquences de la hausse exponentielle du prix du métal, du bois, ainsi que de tous nos autres lots sous-traités (plâtrerie, plomberie, électricité...).</p> <p>Cette situation brutale résulte de la conjugaison de plusieurs facteurs.</p> <p>La crise sanitaire, en provoquant brusquement l'arrêt de l'activité industrielle en Europe, a conduit à ralentir et diminuer la production des métaux et du bois, de sorte qu'aujourd'hui, la demande européenne est nettement supérieure à l'offre, ce qui se traduit également par des difficultés d'approvisionnement.</p> <p>En outre, la Chine, dont l'activité industrielle a repris avec force ces derniers mois accapare aujourd'hui une partie de la production des matériaux de construction (bois, acier), auparavant destinée à l'Europe. Enfin, la hausse des cours des matières premières joue également un rôle dans cette envolée des prix.</p> <p>De la même manière, les tensions actuelles sur le bois de structure s'expliquent également par la taxe imposée par Donald TRUMP sur le bois canadien. En conséquence, il revient désormais moins cher pour les Etats-Unis d'importer ce bois d'Europe, et ceux-ci accaparent la production de bois européenne,</p> <p>Pour ces différentes raisons, ces mouvements haussiers pourraient s'avérer durables.</p> <p>Or, il serait inéquitable que notre entreprise subisse seule, les surcoûts induits par cette hausse sans précédent et dont les causes lui sont étrangères.</p> <p>Par conséquent, et dans ce contexte tout à fait exceptionnel, il nous semble nécessaire de faire évoluer les conditions du contrat qui nous lie.</p> <p>En effet, bien que le marché prévoit des clauses de révision de prix ($\text{Coefficient de révision} = 0,15 + 0,85 \cdot (\text{BT01}(M) / \text{BT01}(M0))$), ces dernières sont hélas insuffisantes pour pallier les augmentations constatées.</p> <p>Dans ce marché à bons de commandes (notifié en août 2016), avec une base de prix de janvier 2016 (M0), la révision est actuellement calculée sur le BT01 du mois d'août 2019 sur toute la durée des travaux. Alors même qu'il y a eu un avenant pour prolonger le marché à bons de commande jusqu'à fin décembre 2020 (au lieu d'août 2020).</p> <p>Nous vous demandons par conséquent, de bien vouloir accueillir favorablement notre demande d'indemnisation, sur le fondement de la théorie de l'imprévision dont les conditions sont en l'espèce remplies, selon l'article R.2194-5 du Code de la commande publique: "Le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir."</p> <p>L'indemnisation est calculée en fonction des hausses de prix réelles constatées sur chacun des lots de notre marché.</p>

7.

La clôture de l'accord-cadre 1500590-lot 02 a eu lieu le 31 décembre 2020 conformément à la prorogation du marché acté par l'avenant n°1 notifié le 3 août 2020.

Lorsqu'à l'issue de la délivrance du permis de construire (mars 2021), a été connu l'ensemble des modifications à apporter à l'ouvrage provisoire, certains éléments constructifs étaient déjà fabriqués par la société OBM afin de respecter le planning de livraison prévu pour la rentrée scolaire de septembre 2021. La région était alors dans l'impossibilité de modifier la commande initiale sur la base de l'accord-cadre échu.

Un ordre de service de service de prolongation du bon de commande K010D a par la suite été notifié à la société OBM le 07 octobre 2021. La durée d'exécution du bon de commande a ainsi été prorogée jusqu'au 2 décembre 2021, date à laquelle le lycée provisoire a été réceptionné.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

C'est dans un tel contexte que les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu le présent protocole.

Article 1 : Objet du protocole d'accord transactionnel

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à l'exécution du bon de commande n°K010D sur le marché n°1500590-lot 02 afin d'éviter les aléas et charge qu'entraîneraient nécessairement une procédure contentieuse.

Les prestations, objet du bon de commande précité concernait la fourniture et l'installation d'un bâtiment industrialisé neuf sur le site du lycée Rabelais à Paris 18^{ème} arrondissement.

Le présent protocole d'accord transactionnel a ainsi pour objet le règlement global et définitif des comptes entre la région Île-de-France et la société OBM au titre de l'exécution du bon de commande précité et, à cet effet, la détermination du solde à régler et des conditions de son règlement.

Article 2 : Engagements et concessions réciproques des Parties

A la suite d'une réunion de négociation entre les Parties en date du 02/12/2021, il a été convenu ce qui suit :

Pour la Région :

-Consent à accepter partiellement la réclamation présentée par la société OBM considérant que les modifications du projet résultent d'une demande du maître d'ouvrage et que les aléas rencontrés sur l'opération ne lui sont pas imputables ;

-Acte par le présent protocole les modifications apportées au projet d'implantation initial : la suppression des bâtiments 7 et 10, le déplacement du bâtiment 5, la modification du bâtiment 2 en R+2, la création d'un bâtiment 2B R+2 ;

-Valide les prestations supplémentaires au démarrage du projet conformément à l'annexe 2 au présent protocole et accepte par conséquent de verser à la société OBM la somme de 808 090,81 € HT en règlement définitif de ces prestations ;
Pour répondre aux impératifs fixés par la Ville de Paris et aux contraintes liées à l'implantation des bâtiments provisoires, la Région a dû modifier le projet initial entraînant de fait ces travaux supplémentaires validés par ses services techniques.

-Accepte la prise en charge des études complémentaires demandées par la société OBM à hauteur de 39 045,00 € HT conformément à l'annexe 2 au présent protocole ;
La reprise du projet, demandée par la Région au vu des contraintes évoquées ci-avant, a nécessité la réalisation de nouvelles études par la société OBM, lesquelles ont été validées par les services techniques régionaux.

-Rejette la demande de la société OBM relative à l'encadrement complémentaire sur l'opération à hauteur de 38 511€ HT ;
La Région a considéré que les modifications apportées au projet n'avaient pas eu pour conséquence d'augmenter le besoin d'encadrement des travaux afférents à l'opération.

-Valide les travaux supplémentaires sur les réseaux et la mise en place d'un abri TGBT conformément à l'annexe 2 au présent protocole et accepte par conséquent de verser la somme de 34 751,43€ HT en règlement définitif de ces travaux
Dans le cadre de l'évolution du projet d'implantation du lycée provisoire, ces travaux supplémentaires indispensables pour la réalisation de l'opération ont été validés par les services techniques régionaux.

-Accepte d'inclure les révisions de prix sur les travaux supplémentaires, conformément à l'annexe 2 au présent protocole, à hauteur de 147 275.17 € ;

La société OBM a chiffré le coût des travaux supplémentaires sur la base du bordereau de prix de son marché datant de 2016. La Région a validé l'application de la formule de calcul de révision de prix contractuelle à la date d'achèvement des travaux soit décembre 2021.

-Accepte d'indemniser la société OBM pour le retard de facturation qu'elle a subi dans l'attente de l'intégration des travaux supplémentaires précités à hauteur de 14 046,84€ ;
La Région accepte de verser une indemnité compensatoire à la société OBM calculée de la date de réception des travaux, le 2 décembre 2021 jusqu'à la date de règlement de l'indemnité actée au présent protocole, arrêtée au 28 février 2022.

-Accepte d'indemniser la société OBM du surcoût constaté à l'achat des matières premières nécessaires à la réalisation de l'opération, à hauteur de 439 789.50 € ;
La Région considère que la forte hausse des prix des matières premières sur l'année 2021 au niveau mondial ne pouvait être neutralisée par la clause de révision annuelle de prix prévue contractuellement. Le caractère intangible du prix faisant obstacle à toute modification ultérieure du prix du marché, la Région accepte d'indemniser la société OBM sur la base des justificatifs d'achats analysés lors de la négociation à hauteur de 50% du surcoût constaté.

-S'engage à verser à la société OBM dans le cadre du présent protocole d'accord transactionnel, le règlement des travaux supplémentaires, des révisions et des indemnités des aléas validés par les services techniques régionaux ;
Le solde des prestations prévues au bon de commande initial sera versé par ailleurs à la société OBM et ses sous-traitants à échéance de leurs obligations contractuelles, conformément à l'annexe 3 au présent protocole.

Pour la société OBM :

-Consent à accepter la proposition de la Région ramenant sa réclamation s'élevant à 1 966 219,38 € HT à hauteur de 1 482 998.75 € HT ;

-Consent à accepter le versement de l'indemnité actée au présent protocole à son seul profit en règlement de sa réclamation, en sus du solde à verser sur la commande initiale ;
l'ensemble constituant le solde de tout compte pour l'exécution du bon de commande n°K010D ;

-Certifie exact l'état des paiements joint en annexe 3 au présent protocole pour sa société ainsi que pour ses sous-traitants ;

-S'engage à communiquer à la région les documents des ouvrages exécutés conformes aux modifications de l'opération actées au présent protocole ;

Article 3 : Portée du présent protocole d'accord transactionnel – renonciation à recours

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elles consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global et forfaitaire, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et qu'elles auront pour effet de mettre fin aux différends, ayant leur origine dans les conditions d'exécution du marché.

Ainsi,

-La société OBM renonce à toutes ses prétentions financières initialement réclamées et accepte la proposition de la région Île-de-France de 1 482 998.75 € HT, soit 1 688 831,23 € TTC, selon la décomposition ci-dessous et révisions comprises

Pour mémoire	HT
MARCHE DE BASE (hors révision)	9 054 746,32 €
MOINS VALUES SUR MARCHE DE BASE	568 636,51 €
structure constructive et second œuvre (bat 7)	381 710,39 €
structure constructive et second œuvre (bat 10)	154 361,12 €
suppression chambre froide	20 000,00 €
suppression armoire ventilée	12 565,00 €
TOTAL MARCHE DE BASE (hors révision)	8 486 109,81 €
Indemnisation actée au protocole d'accord transactionnel	HT
TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES (a)	881 887,24 €
TS Modifications Démarrage projet	808 090,81 €
TS Réseaux - abri TGBT	34 751,43 €
Etudes complémentaires OBM	39 045,00 €
REVISIONS DE PRIX (b)	147 275,17 €
INDEMNISATIONS ALEAS (c)	453 836,34 €
Retard de facturation des travaux exécutés	14 046,84 €
Hausse des prix des matières premières	439 789,50 €
Montant HT à régler dans le cadre du protocole transactionnel (a+b+c)	1 482 998,75 €
Montant de la TVA - taux 20% (application sur les points a+b)	205 832,48 €
Montant TTC à régler	1 688 831,23 €

-La société OBM renonce à exercer à l'encontre de la région Île-de-France toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre de l'exécution du bon de commande n°K010D notifié sur le marché 1500590-lot 02 ayant pour objet la fourniture de bâtiments industrialisés à usage de locaux d'enseignement ou de tout autre usage dans les EPLE de la région Île-de-France.

-La société OBM déclare ainsi être pleinement remplie dans ses droits découlant de l'exécution du bon de commande n°K010D notifié sur le marché 1500590-lot 02 arrêté au montant de 8 486 109,81 € HT et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

-La Région s'engage au versement de l'indemnité compensatoire à hauteur de 1 688 831,23 € dans les délais indiqués à l'article 4.

Article 4 : Modalités de versement de l'indemnisation

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à la société OBM, sur le compte bancaire joint au présent protocole.

Selon les conditions suivantes :

Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole.

Article 5 : Compétence juridictionnelle en cas de litige

Toute litige relatif à l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution du présent protocole d'accord transactionnel sera soumis par la partie la plus diligente au Tribunal administratif de Paris.

Article 6 : Entrée en vigueur du présent protocole d'accord transactionnel

Le présent protocole d'accord transactionnel entre en vigueur à compter de sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception à la société OBM par la région Île-de-France.

Liste des annexes

- Annexe 1 Bon de commande n°K010D
- Annexe 2 Réclamation de la société OBM
- Annexe 3 Etat des paiements relatifs aux sous-traitants
- Annexe 4 RIB de la société OBM

Fait à Saint Ouen Sur Seine, le

En deux exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour la société OBM

Pour la région Ile-de-France

Approuvé
tlheure, 13/01/2022, 11:08:39



Dûment habilité par la délibération de
la Commission Permanente
n° CP.....
du

ANNEXE 1

siret / 237 500 079 00312

EXERCICE	CHAPITRE	NATURE	CODE FONCT.	PROGRAMME
2020	902	2313	222/224	122005
Marché n° 1500590-02				
Marché à bons de commande de bâtiments industrialisés à usage de locaux d'enseignement ou de tout autre usage dans les EPLE de la Région Ile-de-France - Lot 2				

BON DE COMMANDE N°

K010D

N° Engagement : 2020-A5902-648917

La société OBM

domiciliée Rue des Sablons BP 34612 ORMES 45146 ST JEAN DE LA RUELE

est invitée, conformément au devis descriptif - estimatif n° 19/107 X
en date du : 30/10/2020 30/11/2020
à exécuter la mission annexée au présent bon de commande dans l'établissement cité ci-dessous :

LYCEE FRANCOIS RABELAIS à PARIS 18ème 75
N°UAI 75800

Objet des travaux :

Fourniture et installation d'un bâtiment industrialisé neuf

Ingénieur ou technicien concerné :

P.PIQUIONNE/X.POURIEUX
DGP

Direction/service :

Montant des travaux HT/BPU :	9 056 144,98 €
TVA à 20 % :	1 811 229,00 €
Montant total TTC :	10 867 373,98 €

⇒ Démarrage des prestations : à compter de la notification du bon de commande

⇒ Durée des prestations : 10 mois

Ormes, le 10/12/2020

Saint Ouen, le

Directrice Générale Adjointe des Services
de la Région Ile-de-France
en charge du Pôle Lycées

[Signature]
Sarah KOWAL



PAR CHORUS

N° SIRET : 237 500 079 00312

CODE SERVICE : 100

N° ENGAGEMENT : uniquement les 6 derniers chiffres

Conseil régional

Pôle lycées

Exercices	Chapitre	Code Fonctionnel	PROGRAMME
2021	902	22/224	122005
Marché n° : 1500590-02			

OBJET: Marché à bons de commande de bâtiments démontables industrialisés à usage de locaux d'enseignement ou de tout autre usage dans les EPL de la Région Ile de France.

ORDRE DE SERVICE

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, notifie au titulaire :

La société OBM
Rue des Sablons BP 34612 ORMES
45146 ST JEAN DE LA RUELE

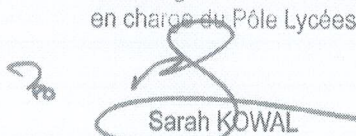
- **Lycée François Rabelais à Paris 18ème :**
- la prolongation du délai d'exécution du bon de commande n°K010D jusqu'au 02/12/2021
- **Motif :** l'entreprise était en attente du permis de construire [cf. voir planning joint]

A Saint Ouen sur Seine, le 07/10/2021

Directrice Générale Adjointe des Services
de la Région Ile-de-France
en charge du Pôle Lycées

Conseil régional
2 rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
www.iledefrance.com

REPUBLIQUE FRANÇAISE


Sarah KOWAL

ANNEXE



PROTOCOLE D'ACCORD REGION IDF - OBM CONSTRUCTION

Marché **CRIDF CONSTRUCTION D'UN LYCEE PROVISOIRE FRONCOIS RABELAIS**
9, rue Francis de CROISSET 75018 PARIS

N/Réf. : **C2021014**

Opération : **CONSTRUCTION D'UN LYCEE PROVISOIRE 9 BATIMENTS**

Date : 09/12/2021

Construire pour mieux vivre ensemble

1 R E A RD RE N D M N R N
r r r d d rr r

		DE	NA	N		AN	E		A	r	A	
1		M	d	d	1							
	r											
1.1	structure constructive	ajout d'un étage sur batiment 2 et modifications structure constructive batiment 2A et 2B (modifications RDC , création R+1 et pignons, modifications R+2, CLT plancher)			ens	1	192 678,63 €	192 678,63 €	224 855,96 €			
1.2	montage	transport et montage du supplément batiment 2A et 2B			ens	1	43 445,97 €	43 445,97 €	50 701,45 €			
1.3	second œuvre	complément en équipement second œuvre batiment 2A et 2B			ens	1	200 643,23 €	200 643,23 €	234 150,65 €			
	d	r		r								
1.4	structure constructive	batiment 10 fabriqué prêt à poser lors du changement de projet base BPU			m²	165,24	386,44 €	63 854,85 €	74 518,61 €			
1.5	Etudes	études supplémentaires bureau d'étude externe sur le bâtiment 2 (GO / métal / bois / tce) et sur le nouveau projet			ens	1	23 692,86 €	23 692,86 €	27 649,57 €			
1.6	GO/VRD	remblaiement et traitement enrobés supplémentaires sur emprise batiment 7 et 5			m²	307,7	92,85 €	28 571,43 €	33 342,86 €			
1.7	escaliers	modifications des escaliers sur batiments 2 / 5 / 9			ens	1	76 791,00 €	76 791,00 €	89 615,10 €			
1.8	Bardage	étude et recalpinage et sous face complémentaire sur batiment 2			ens	1	33 571,43 €	33 571,43 €	39 177,86 €			
1.9	clôture	supplément clôture			ml	45	1 296,38 €	58 337,10 €	68 079,40 €			
1.10	VRD borne incendie	déplacement de la borne incendie située sur le bâtiment 2B se trouvant à côté du bâtiment A (administration)suite au permis de construire modificatif			ens	1	18 125,00 €	18 125,00 €	21 151,88 €			
									1	11		
		DE	NA	N		AN	E		A	r	A	
		M	d	d	r	r	r	r	r	r	rd	A
2.1	travaux et équipements supplémentaires local transformateur	Disjoncteur de type normal tétrapolaire 4 x 100 A (Location du groupe électrogène sur une durée de 54 mois / PLUE-VALUE pour l'alimentation du bâtiment administratif et l'amphithéâtre)			ens	1	14 926,50 €	14 926,50 €	17 419,23 €			
2.2	Amphithéâtre	Disjoncteur de type normal tétrapolaire 4 x 100 A (Alimentation et protection du bâtiment Amphithéâtre)			ens	1	1 216,44 €	1 216,44 €	1 419,59 €			
		Câble à 5 conducteurs, section 5 x 50 mm² Câble U 1000 RO2V cuivre à 5 conducteurs 5 x 50 mm² de liaison pour raccordement électrique (section pour ce chantier)liaison BT câble 5G50mm2 (câble laissé en attente à l'armoire existante) 75m			ens	1	3 282,30 €	3 282,30 €	3 830,44 €			
2.3	Bâtiment A (administratif)	Disjoncteur de type normal tétrapolaire 4 x 100 A (Location du groupe électrogène sur une durée de 54 mois)			ens	1	1 250,53 €	1 250,53 €	1 459,37 €			
		Câble à 5 conducteurs, section 5 x 70 mm² Câble U 1000 RO2V cuivre à 5 conducteurs 5 x 70 mm² de liaison pour raccordement électrique (section pour ce chantier) liaison BT câble 5G70mm2 (câble laissé en attente à l'armoire existante) 165m			ens	1	12 137,00 €	12 137,00 €	14 163,88 €			
									1			
		DE	NA	N		AN	E		A	r	A	
		r	r	RE	E	d						
3.1	vidéo surveillance	enregistreur 2 DD 8To IP voies			ens	1	1910,39	1 910,39 €	2 229,43 €			
		disque dur 8 To DVR monté sur enregistreur			ens	1	1740,26	1 740,26 €	2 030,88 €			
		écran le 43" et équipement			ens	1	1866,45	1 866,45 €	2 178,15 €			
		switch PoE 4 ports			ens	2	285,53	571,05 €	666,42 €			
		caméra dôme IP66 avec embase			ens	1	687,50	687,50 €	802,31 €			
		caméra tube IP66 30m			ens	5	562,50	2 812,50 €	3 282,19 €			
		câblage et mise en service			ens	1	3675,90	3 675,90 €	4 289,78 €			
3.2	contrôle d'accès	lecteur de badge (4)anti vandalisme avec 50 badges MEMOPROX Préprogrammé et 1 badge maître préprogrammé			ens	1	3269,475	3 269,48 €	3 815,48 €			
		coffret secours 24Vcc et équipement			ens	2	838,1625	1 676,33 €	1 956,28 €			
		asservissement sur alarme incendie			ens	1	1001,3125	1 001,31 €	1 168,53 €			
		déverrouillage d'urgence par DM vert			ens	2	382,5	765,00 €	892,76 €			
		câblage et mise en service			ens	1	2318,75	2 318,75 €	2 705,98 €			
3.3	interphonie de guichet hygiaphone avec boucle magnétique dans la loge	pupitre microphone côté guichet et côté public et son équipement			ens	1	1670,4	1 670,40 €	1 949,36 €			
		boucle magnétique			ens	1	604,6	604,60 €	705,57 €			
		câblage et mise en service			ens	1	2052,6375	2 052,64 €	2 395,43 €			
3.4	divers	étude EXE/ plans et mise à jour			ens	1	1030	1 030,00 €	1 202,01 €			
		DE	NA	N		AN	E		A	r	A	
		r		RD								
4.1	fibre optique bâtiment administratif	fourniture et pose d'une fibre optique 6 brins provisoire / du regard sur le parvis de la ville de Paris à la baie coulissante du sous sol du bâtiment A administratif			m	198	9,91 €	1 962,18 €	2 289,86 €			
									1	1		
		DE	NA	N		AN	E		A	r	A	
5.1	GO / VRD	ENED	r	r	d	r	r	r	d			
		radier supplémentaire			m²	16	262,30 €	4 196,80 €	4 897,67 €			
5.2	GO / VRD	murets béton supplémentaires			ml	6	292,50 €	1 755,00 €	2 048,09 €			
									1			
		sous total item 1						739 711,50 €	863 243,32 €			
		sous total item 2						32 812,77 €	38 292,50 €			
		sous total item 3						27 652,56 €	32 270,54 €			
		sous total item 4						1 962,18 €	2 289,86 €			
		sous total item 5						5 951,80 €	6 945,75 €			
		A			1	r			1			
		r			d	d	rr	r		1	11	
		A							1	1		
		A			1	r			1	1		
		r			d	d	rr	r		1	1	

R E A RD RE N D M N R N								
1 E d r M								
		DE NA N		AN E		A r	A	M r
1		M d d 1						
1	Etudes OBM	études complémentaires bureau d'étude OBM Construction sur le bâtiment 2 (GO / métal / bois / toe) et sur le nouveau projet	ens	1	39 045,00 €	39 045,00 €	45 565,52 €	6 520,52 €
1								

R		E A	R D	R E	N D	M	N R	N
		1 E	dr		r			
		DE	NA	N		AN	E	
							A	r
							A	M
							r	R
1		M d	d					
1	Encadrement complémentaire OBM	1			ens	1	33 000,00 €	33 000,00 €
			1 chef de projet 1 conducteur de travaux 1 chef de chantier 1 ingénieur Pendant la phase préparatoire complémentaire lié aux modifications des bâtiments, pour une durée de 3 mois					
							1	11
								11

		R	EA	RDRE	ND	M	N	R	N	
M d	r	E E	d	d d	d	r	r	d	r	r

[illegible]

BASE CALCUL DES REVISIONS

Index	Mois	Valeur nationale	Base modifiée	Valeur calculée	Résultat fraction	Coefficient
	M	V	B	$C = V \times B$	$C/C0$	
	M0	V0	B'	$C0 = V0 \times B'$		
Coefficient de type : Révision		Révision = $0,15 + 0,85 \times (BT01(M)/BT01(M0))$				
Mois zéro formule (M0) : 01/16						
Révision marché initial - BT01	août-19	111,6		111,6	1,0803485	1,068
	janv-16	103,3		103,3		1,069
Révision travaux protocole - BT01	<i>dec 2021 - prév</i>	123,6		123,6	1,196888253	1,167355015
	janv-16	103,3		103,3		1,167

Mois	BT01	au mentation	Mo enne
août-20	112,5		
sept-20	112,9	0,36	
oct-20	112,9	0,00	
nov-20	113,2	0,27	
déc-20	113,6	0,35	
janv-21	114,4	0,70	0,71
févr-21	115,2	0,70	
mars-21	116,1	0,78	
avr-21	116,3	0,17	
mai-21	117,5	1,03	
juin-21	118,5	0,85	
-21	11	0 1	0 1 rév e
-21	120 2	0 1	
ep -21	121 0	0 1	
c -21	121	0 1	
v-21	122	0 1	
déc-21	12	0 1	

R E A R D R E N D M N R N				
	d	r r d d	r	
		D d r	D r r	D r r
1	T démarra e	16/07/21	31/07/21	31/03/22
2	T réseaux - a ri T BT	15/03/21	30/09/21	31/03/22
Indemnisation demandée			18 966,98 €	

PROTOCOLE ACCORD REGION IDF - OBM CONSTRUCTION 5 - HAUSSE DES PRIX DES MATIERES PREMIERES		
--	--	--

Total hausse T sur les lots arda e, ossature ois, faux-plafond	131 035	16,
ausse estimée T sur montant marché	1 524 088	16,8
Demande pour couvrir hausse des prix	79 79	9,7

ANNEXE

ETAT DES PAIEMENTS RELATIFS AUX SOUS-TRAITANTS

Nous, soussignés,

<p>-OBM, -AW-BUD, -BATIDAL, -R. BOSMY, -CANONNE, -CANTA EGB, -CREALABO, -DIL ISO SPRAY, -HERKRUG, -ITEBELEC,</p>	<p>-KARRE CHROME, -MIROITERIE DE L'ORLEANAIS, -PERA ASSOCIES, -SERR.ALL, -SITI EUROPE, -SRMG, -TEMO, -TJFR, -VTM</p>
--	--

Intervenant dans le cadre de l'exécution du bon de commande n°K010D notifié le 10/12/2020 sur l'accord-cadre n°1500590-02 dont le titulaire est la société OBM, ayant pour objet la construction d'un lycée provisoire au lycée Rabelais à Paris 18^{ème} arrondissement :

-Certifions que les informations ci-dessous, relatives au suivi financier du bon de commande n° K010D entre la société OBM et ses sous-traitants sont conformes aux actes de sous-traitances notifiés et aux sommes versées par la région Île-de-France ;

-Attestons que les prestations décrites ci-après (commande initial et travaux supplémentaires validés par le protocole d'accord transactionnel) ont été exécutées et ne donneront pas lieu à la notification d'actes de sous-traitance modificatifs ;

-Attestons que le versement des sommes indiquées ci-après à régler par la région Île-de-France constituera le solde de tout compte pour chacun des sous-traitants, hors intérêts moratoires éventuels ;


Sous-traitants 1er rang bénéficiant du paiement direct	Montant HT des prestations sous-traitées	Montant HT facturé	Solde HT à facturer	Agrément des sous-traitants
-AW-BUD	73 260,00 €	73 260,00 €	- €	Acte spécial notifié le 30/04/21, Acte spécial modificatif notifié le 05/10/21
-BATIDAL	24 795,00 €	24 795,00 €	- €	Acte spécial notifié le 18/05/21
-R.BOSMY	47 250,00 €	42 525,00 €	4 725,00 €	Acte spécial notifié le 02/08/21
-CANONNE	192 338,52 €	154 150,28 €	38 188,24 €	Acte spécial notifié le 14/04/21, Acte spécial modificatif notifié le 24/06/21
-CANTA EGB	63 492,83 €	63 492,83 €	- €	Acte spécial notifié le 23/07/21
-CREALABO	85 892,55 €	8 513,20 €	77 379,35 €	Acte spécial notifié le 16/02/21, Acte spécial modificatif notifié le 21/05/21
-DIL ISO SPRAY	31 227,76 €	31 227,76 €	- €	Acte spécial notifié le 07/04/21
-HERKRUG	387 000,00 €	381 984,00 €	5 016,00 €	Acte spécial notifié le 23/06/21
-ITEBELEC	603 396,00 €	593 010,81 €	10 385,19 €	Acte spécial notifié le 10/02/21
-KARRE CHROME	9 008,85 €	- €	9 008,85 €	Acte spécial notifié le 27/09/21
-MIROITERIE DE L'ORLEANAIS	131 574,35 €	131 574,35 €	- €	Acte spécial notifié le 10/05/21
-PERA ASSOCIES	428 832,00 €	413 857,00 €	14 975,00 €	Acte spécial notifié le 20/05/21, Acte spécial modificatif notifié le 29/06/21
-SERR.ALL	124 375,50 €	124 375,50 €	- €	Acte spécial notifié le 19/05/21
-SITI EUROPE	210 600,00 €	210 600,00 €	- €	Acte spécial notifié le 08/10/21
-SRMG	1 233 000,00 €	1 233 000,00 €	- €	Acte spécial notifié le 10/02/21, Acte spécial modificatif notifié le 11/08/21
-TEMO	20 813,92 €	14 506,87 €	6 307,05 €	Acte spécial notifié le 18/11/21
-TJFR	30 348,00 €	18 812,00 €	11 536,00 €	Acte spécial notifié le 30/09/21
-VTM	486 344,44 €	452 016,55 €	34 327,89 €	Acte spécial notifié le 03/05/21
-VTM	144 282,81 €	112 065,08 €	32 217,73 €	Acte spécial notifié le 18/05/21
TOTAL	4 327 832,53 €	4 083 766,23 €	244 066,30 €	

Date et signature :

(date, cachet et signature)

ANNEXE

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

		RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE				
Ce relevé est destiné à tout organisme souhaitant connaître vos références bancaires pour domicilier des virements ou des prélèvements sur votre compte.						
CA CENTRE LOIRE		16/11/2015				
CENTRE D AFFAIRES 45		00045				
Tel. 0978974545		Fax.				
Intitulé du Compte : S.A. OBM CONSTRUCTION OBM ZONE INDUSTRIELLE POLE 45 RUE DES SABLONS 45140 ORMES						
DOMICILIATION						
Code établissement	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB			
14806	00045	60536227000	83			
IBAN (International Bank Account Number)						
FR76	1480	6000	4560	5362	2700	083
Code BIC (Bank Identification Code) - Code swift:						
AGRIFRPP848						

**Annexe 2 : Convention de financement avec la
Fondation du Patrimoine - Lycée Charlemagne à
Paris**

CONVENTION DE FINANCEMENT RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE LYCEE CHARLEMAGNE A PARIS (4^{ème} arrondissement)

Entre,

La Fondation du patrimoine, fondation reconnue d'utilité publique ayant son siège social au 153 bis avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine, enregistrée au répertoire SIRENE sous le numéro 413 812 827, et représentée par sa Directrice générale, Madame Célia VEROT, dûment habilitée aux fins de présentes

Ci-après dénommée la « Fondation du patrimoine » ou « Fondation » ;

D'une part,

Et

La Région Ile-de-France – Pôle Lycées, sise 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93400), représentée par sa Directrice générale adjointe des services, Madame Sarah KOWAL dûment habilitée aux fins des présentes par la délibération de la commission permanente n° CP 2022-032 datée du 28 janvier 2022,

Ci-après dénommée le « Porteur de projet » ;

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régir l'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine grâce au soutien de Gecina (ci-après dénommé « le Mécène »), au Porteur de projet pour la mise en œuvre de son projet de sauvegarde et de restauration de la Bibliothèque du Lycée Charlemagne, ci-après désigné le « Projet ».

Cette opération entre dans le cadre de la convention de mécénat conclue le 26 septembre 2019 entre la Fondation du patrimoine et Gecina.

La Région Ile-de-France a confié la maîtrise d'ouvrage de ce projet à la société Ile-de-France Construction Durable (IDF CD), ci-après nommé « le mandataire », par délibération de la commission permanente n°2010-767 du 17 novembre 2010.

Article 2 : Financement apporté par la Fondation du patrimoine

La Fondation du patrimoine s'engage à accorder au Porteur de projet une aide financière globale de deux cent soixante mille euros (260 000 €), soit 22,4 % d'une dépense hors taxes d'un million cent soixante mille trois cent quarante-neuf euros (1 160 349 €), relative aux travaux portant sur la tranche de rénovation de la bibliothèque.

L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine est versée dans la limite de la part restant à la charge du Porteur de projet en fin d'opération. Son versement est donc subordonné à la production d'un plan de financement (avec échéancier) et des accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation de l'opération.

Le versement de cette aide financière est également subordonné au lancement d'une souscription publique dans l'année qui suit la signature de la présente. Si, dans ce délai, cette condition n'est pas satisfaite, la présente convention est caduque de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11.

L'aide financière apportée par la Fondation du patrimoine ne sera pas revue en cas de dépassement du budget prévisionnel de l'opération.

Le taux de l'aide financière mentionné au premier alinéa pourra être appliqué au coût réel de l'opération dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale.

Article 3 : Modalités de versement de l'aide financière de la Fondation du patrimoine

Un acompte de 30% pourra être versé sur présentation de l'ordre de service de démarrage des travaux notifié aux entreprises et de la première demande d'avance certifiée par le comptable public correspondant aux dépenses réglées par le mandataire pour le compte du Porteur de projet (production d'un état détaillé des engagements comptables et des factures acquittées le cas échéant).

Le solde de l'aide financière de la Fondation du patrimoine est versé au compte du Porteur de projet auprès du Trésor public à la fin des travaux mentionnés à l'article 2 et sur présentation :

- du plan de financement définitif de l'opération
- des coordonnées bancaires du Maître d'ouvrage
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du bien avant, pendant et après restauration
- de l'ensemble des demandes de versement d'avances certifiées par le comptable public correspondant aux dépenses réglées par le mandataire pour le compte du Porteur de projet (comprenant la production d'un récapitulatif des factures acquittées)

Ces documents doivent être adressés à la Fondation du patrimoine dans un délai maximal de 6 mois suivant la réception des travaux.

Article 4 : Durée

La présente convention de financement prend effet à la date de sa signature.

Elle est conclue pour une durée maximale de 5 ans à compter de sa signature. A défaut de renouvellement, la résiliation s'effectue selon les modalités prévues à l'article 11.

En toute hypothèse, la présente convention prend fin avant même l'échéance de ce délai de 5 ans, dès lors que les travaux soutenus par la Fondation du patrimoine et objets des présentes, sont réalisés.

Au contraire, si le projet n'est pas entièrement réalisé à l'approche du terme des 5 ans, les parties peuvent convenir de signer un avenant prévoyant la prolongation de la présente convention.

Article 5 : Engagement du Porteur de projet

Le Porteur de projet devra apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution (le courrier de notification des marchés ou l'ordre de service de démarrage des travaux) dans les six mois qui suivront la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai devra faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la Fondation du patrimoine.

Si le Porteur de projet n'apporte pas cette preuve, spontanément dans le délai de 6 mois ou dans le mois suivant la demande faite en ce sens par la Fondation du patrimoine, ou si la Fondation du patrimoine n'accepte pas la prorogation de délai demandée par le Porteur de projet, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11.

Le Porteur de projet s'engage à accomplir les formalités nécessaires à l'accomplissement du Projet dans le respect des lois.

Le Porteur de projet s'engage à informer chaque semestre la Fondation du patrimoine de l'état d'avancement du projet susmentionné.

Le Porteur de projet s'engage à informer par écrit la Fondation du patrimoine de tout projet de collaboration relatif au projet objet de cette convention, envisagé avec des sociétés concurrentes de Gecina (entreprises du secteur immobilier).

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du Porteur de projet et d'une approbation préalable de la Fondation du patrimoine. Si les modifications envisagées sont approuvées par la Fondation du patrimoine et le Mécène, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le Porteur de projet ne sont pas approuvées, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11.

Dans le cas où la collecte de l'opération de souscription serait inactive (absence d'entrée ou de sortie de fonds) pendant un délai consécutif de deux ans, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11.

Si le projet est abandonné ou qu'il n'est pas réalisé conformément au dossier présenté par le Porteur de projet et tel que validé par la Fondation du patrimoine, pour quelques causes que ce soient, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11.

Article 6 : Communication

6.1 : communication autour du Projet

Le Porteur de projet informera la Fondation du patrimoine et Gecina de la date prévisionnelle d'inauguration officielle du Projet, et plus généralement de toutes actions de communication événementielle relative au Projet au minimum un (1) mois à l'avance.

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par le Porteur de projet et la Fondation du patrimoine en lien avec Gecina, et selon son accord.

Le Porteur de projet s'engage à ce que le concours apporté par la Fondation du patrimoine grâce au mécénat de Gecina soit mentionné dans toute action de communication et sur tout support relatif au projet soutenu, avec accord et validation de la Fondation du patrimoine.

La formule utilisée sera la suivante : « La Fondation du patrimoine a apporté son soutien à la restauration de la bibliothèque du Lycée Charlemagne grâce au mécénat de Gecina » et son utilisation sera soumise à validation par la Fondation du patrimoine.

Pour toute configuration de texte ne permettant pas l'emploi de cette formule, le Porteur de projet se rapprochera de la Fondation du patrimoine pour connaître la formule qui aura été définie avec Gecina.

Une plaque devra notamment être réalisée par le Porteur de projet et apposée sur l'édifice restauré, pour une durée minimale de 5 ans à compter de la fin des travaux, afin de porter à la connaissance du public que les travaux de restauration et de valorisation de l'édifice ont été réalisés avec le soutien de la Fondation du patrimoine grâce au mécénat de Gecina.

Le Porteur de projet s'engage à respecter les chartes graphiques de la Fondation du patrimoine et de Gecina et reconnaît que les marques, logos et dénominations de la Fondation du patrimoine et de Gecina sont et resteront leur propriété et s'engage à ne jamais contester leur validité, ni à commettre des actes de nature à leur porter atteinte.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective (annexe 1). A cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus devra être précédée de l'obtention d'un « bon à tirer » (B.A.T.).

6.2 : contreparties

La Fondation du patrimoine rappelle au Maître d'ouvrage que n'ouvrent droit à réduction d'impôt que les versements effectués sans contrepartie directe ou indirecte pour les donateurs. Ainsi, le Maître d'ouvrage ne doit accorder aucune contrepartie à la Fondation du patrimoine et Gecina, ou bien seulement une contrepartie symbolique ou de faible valeur. Dans le cadre d'un mécénat d'entreprise, cette tolérance des contreparties de faible valeur est subordonnée à la condition que la valeur des biens qui lui sont remis en contrepartie de son don, au cours d'une même année civile, n'excède pas 25% du montant du don.

Ainsi, sans remettre en cause le bénéfice du mécénat, le Porteur de projet pourra accorder à la Fondation du patrimoine et Gecina des contreparties en communication et relations publiques à leur action de mécénat dans la limite de 25 % du montant du don, dont maximum 10% sont dévolus à la visibilité respective des noms et logos de la Fondation du patrimoine et du Mécène, selon l'usage défini par le Ministère de la Culture à propos des contreparties d'image.

Le Porteur de projet s'engage, le cas échéant, à communiquer à la Fondation du patrimoine la valeur des biens et services accordés, directement ou indirectement, en contrepartie du soutien financier.

Le Porteur de projet propose à la Fondation du patrimoine et Gecina des contreparties décrites dans l'annexe 2 à la présente convention.

Article 7 : Autorisation – Cession des droits des photographies

Le Porteur de projet s'engage à remettre à la Fondation du patrimoine six photographies numériques de bonne qualité (haute définition) illustrant le Projet soutenu avant et après restauration ainsi qu'au cours du chantier avec des artisans à l'œuvre.

Le Porteur de projet cède à la Fondation du patrimoine et à Gecina, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette cession inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du Projet soutenu par la présente convention.

Chaque photographie sera légendée de la façon suivante : « Bibliothèque du Lycée Charlemagne ©photographe ». Si aucun photographe ou institution/organisation n'est lié à l'image, le crédit photographique sera alors « Bibliothèque du Lycée Charlemagne ©Région Île-de-France – Pôle Lycées ».

Le Porteur de projet garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la Fondation du patrimoine et à Gecina.

A ce titre, le Porteur de projet garantit la Fondation du patrimoine et Gecina contre tout recours et/ou action que pourraient former à un quelconque titre les personnes ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des photographies.

Article 8 : Modification

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

Article 9 : Responsabilité

Les responsabilités de la Fondation du patrimoine et de Gecina ne pourront être engagées pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du Projet qui fait l'objet de la présente convention.

Il est rappelé que la Fondation du patrimoine et Gecina agissent exclusivement en qualité de soutien financier. Elles ne sauraient dès lors être considérées comme s'étant investies, immiscées ou étant intervenues dans sa mise en œuvre ou son contenu artistique, culturel, scientifique, académique, éthique, déontologique, technique ou opérationnel.

La Fondation du patrimoine et Gecina ne retirent aucun avantage économique de la présente Convention et les autorisations et droits conférés ci-avant ne sont destinés qu'à assurer leur communication institutionnelle dans le cadre de leurs missions d'intérêt général. À cet égard,

la Fondation du patrimoine et Gecina ne disposent d'aucun droit de propriété intellectuelle résultant du Projet.

Le Porteur de projet prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

Article 10 : Conditions de résiliation ou révision de l'aide financière

10.1 : Travaux non-finalisés au terme de la Convention

Au terme de la Convention tel que défini à l'article 4, si les travaux n'ont pas été entièrement réalisés, la Fondation du patrimoine se réserve le droit de réviser totalement ou partiellement son financement à la baisse. Elle pourra notamment l'aligner sur la part restant à la charge du Maître d'ouvrage en fin de travaux conformément à l'article 10.2.

Les fonds non versés seront alors réaffectés à un autre projet choisi par la Fondation du patrimoine en concertation avec le Mécène.

10.2 : Part restant à la charge du Maître d'ouvrage en fin de travaux inférieure au financement

Pour le cas où la part restant à la charge du Maître d'ouvrage à la fin des travaux soutenus dans le cadre de la Convention (montant des travaux soutenus diminué des autres aides financières extérieures – publiques et privées – obtenues et de l'autofinancement minimal obligatoire le cas échéant) s'avèrerait inférieure au financement accordé, la Fondation du patrimoine révisera son aide à la baisse en l'alignant sur cette part.

Si d'éventuels acomptes ont déjà été versés par la Fondation du patrimoine au Maître d'ouvrage et dépassent la part restant à sa charge en fin de travaux (montant des travaux soutenus diminué des autres aides financières – publiques et privées - obtenues et de l'autofinancement minimal obligatoire le cas échéant), la Fondation du patrimoine exigera le remboursement du trop-perçu.

Les fonds non versés seront réaffectés à un autre projet choisi par la Fondation du patrimoine en concertation avec le Mécène.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des Parties des engagements prévus par la Convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par les autres Parties à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de respecter ses engagements.

Dans les cas suivants, la Fondation du patrimoine se réserve le droit de résilier ou réviser son aide à la baisse :

- Si les travaux effectués ne sont pas conformes – en totalité ou en partie – au programme de travaux validé initialement par la Fondation du patrimoine ;
- Si la Fondation du patrimoine a refusé la prise en compte d'une modification des travaux selon les dispositions de l'article 5 ;
- Si le Porteur de projet ne respecte pas ses engagements quant à la communication conformément aux dispositions de l'article 6.1. ;

- Si le Porteur de projet n'adresse pas à la Fondation du patrimoine les pièces exigées pour le reversement de l'aide financière dans un délai de 6 mois suivant la réception des travaux conformément à l'article 3 ;
- Si le Porteur de projet n'informe pas la Fondation du patrimoine de l'état d'avancement du Projet conformément aux dispositions de l'article 5. ;
- Si conformément à l'article 5, les formalités nécessaires à l'accomplissement du Projet n'ont pas été réalisées dans le respect des lois ;
- Si les travaux soutenus dans le cadre de la Convention n'ont pas reçu un début d'exécution dans les six (6) mois suivant la signature de la Convention ou si la Fondation du patrimoine n'accepte pas la prolongation du délai demandée par le Maître d'ouvrage.

Les fonds non versés seront alors réaffectés à un autre projet choisi par la Fondation du patrimoine en concertation avec le Mécène.

Si d'éventuels acomptes ont déjà été versés par la Fondation du patrimoine au Porteur de projet, la Fondation du patrimoine se réserve le droit d'en exiger le remboursement total ou partiel.

Article 12 : Litiges et leurs règlements

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de deux mois fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Article 13 : Obligations en matière d'éthique

Le Porteur de projet, bénéficiaire de l'aide financière, s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise d'illégalité d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Fait en deux exemplaires originaux à Neuilly-sur-Seine, le **DATE**

Fondation du patrimoine
Directrice générale
Mme Célia VEROT

Porteur de projet
Directrice générale adjointe des services
Mme Sarah KOWAL

ANNEXE 1 : LOGOS ET CHARTES A RESPECTER

Logo Gecina



Logo Fondation du patrimoine



Extraits de la charte graphique – utilisation du logo de la Fondation du patrimoine

ZONE DE PROTECTION

La zone de protection autour du logotype est équivalente à **1/2 de la hauteur du carré contenu dans le signe.**

Aucun élément graphique (texte ou image) ne doit apparaître à l'intérieur de cette zone. Cela garantit l'impact et la lisibilité du logotype.



TAILLE MINIMUM D'UTILISATION

La taille minimum d'utilisation du logotype est définie à 15mm de hauteur afin de ne pas altérer la lisibilité de celui-ci.



UTILISATION DU LOGOTYPE SUR FONDS

Le logotype étant en bichromie, il convient de respecter ces règles en cas d'utilisation sur fonds contrastés ou de couleur.



Le logotype existe en bichromie et en monochromie.

Vérifiez bien que vous disposez d'un contraste suffisant avec le fond.



Si le fond se rapproche de la couleur du symbole au centre du logo, priorisez la version monochrome blanche ou noire.



En cas de fond clair, ne pas utiliser la version blanche.



En revanche, la version noire peut-être utilisée.



Ou encore la version couleur, si l'harmonie avec le fond est cohérente.



Ne pas utiliser le logo en couleur avec le texte noir sur un fond trop sombre.



En revanche, la version blanche peut-être utilisée.

EXTRAIT CHARTE GRAPHIQUE LOGO REGION ÎLE-DE-FRANCE



Le logotype est composé de deux éléments : le symbole et le typogramme.
Il est toujours employé sur son fond blanc.

Le logotype peut être agrandi sans limite.
En revanche, sa taille minimum ne peut être inférieure à 25 mm de large.

Lorsqu'il est utilisé dans le digital, il ne doit strictement pas être inférieur à 85 pixels de large.

ANNEXE 2 : CONTREPARTIES

Conformément au cadre réglementaire rappelé à l'article 6.2 de la présente convention, le Porteur de projet propose à la Fondation du patrimoine et au Mécène les contreparties suivantes et leur valeur :

- Visite de chantier (sous réserve de l'application du protocole sanitaire en vigueur à date de la visite de site, et du respect des contraintes liées à un déplacement dans un établissement scolaire ouvert aux élèves. Cette visite pourra être programmée avec l'accord du proviseur et en présence de représentants du Porteur de projet et de la maîtrise d'œuvre
- Invitation à l'inauguration du site restauré
- Communication d'un ouvrage édité par la région Île-de-France sur le patrimoine des lycées franciliens (valeur 34€)
- Communication d'un livret de présentation du projet et des travaux effectués, édité par le Porteur de projet

Annexe 3: Récapitulatif des affectations

Code de l'enveloppe	Numéro de rapport	Dossier - Code	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Type d'opération - Code	Année de l'enveloppe	Chapitre	Fonction	Programme	Action
Total					153 480 654,00						
HP222-001	CP2022-032	D2200049	AFFECTATION MARCHE ETUDE ET PROGRAMMATION OPERATIONS PPI	Affectation	50 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22001 - Études générales lycées publics	12200101 - Etudes générales lycées publics
HP222-001	CP2022-032	D2200050	AFFECTATION ACCORD CADRE ETUDES PREALABLES PLAN DEMI-PENSION	Affectation	250 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22001 - Études générales lycées publics	12200101 - Etudes générales lycées publics
HP222-001				Sous-total	300 000,00						
HP222-003	CP2022-032	D1800517	91 DRAVEIL LYCEE NADAR	Affectation	24 019 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22003 - Construction des lycées neufs	12200301 - Construction des lycées neufs
HP222-004	CP2022-032	D1000232	77 CONGIS SUR THEROUANE LYC DU GUE A TRESMES	Affectation	17 265,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2022-032	D1000607	PPI/PPR 2010-77 DAMMARIE LYCEE JOLIOT CURIE	Affectation	150 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2022-032	D1100453	PPR 2011 94 VITRY SUR SEINE LYCEE ADOLPHE CHERIOUX	Affectation	69 500 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2022-032	D1100464	93 LE BLANC-MESNIL - LYC ARISTIDE BRIAND -	Affectation	100 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2022-032	D1300177	91 BRUNOY LYCEE TALMA RESTRUCTURATION DEMI PENSION	Affectation	2 500 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2022-032	D1400155	95 BEZONS LYC EUGENE RONCERAY RENOVATION GLOBALE	Affectation	1 000 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2022-032	D1400156	93 BOBIGNY LYC LOUISE MICHEL RENOVATION SIMPLE	Affectation	800 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2022-032	D1400158	95 ARGENTEUIL LYC FERNAND ET NADIA LEGER DEMOLITION/RECONSTRUCTION DU BATIMENT PRINCIPAL	Affectation	884 835,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2022-032	D1900443	RENOV GLO FERRY ET CORMIER COULOMMIERS 77	Affectation	1 400 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004	CP2022-032	D1900444	RESTRUC CUISI GALILEE CERGY 95	Affectation	4 350 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22004 - Rénovation des lycées publics	12200401 - Rénovation des lycées publics
HP222-004				Sous-total	80 702 100,00						
HP222-005	CP2022-032	D2200052	AP PROVISIONNELLE DO MAC TX	Affectation	2 000 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	222 - Lycées publics	22005 - Grosses réparations dans les lycées publics	12200501 - Grosses réparations dans les lycées publics
HP222-018	CP2022-032	D1100456	PPI 2011 - PARIS 12EME CMR PAUL VALERY	Affectation	4 445 000,00	OPPJ	2 022	932 - Enseignement	222 - Lycées publics	22018 - Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires	12201802 - Prestations liées aux travaux
HP224-011	CP2022-032	D1900428	CONV LYCEE FRANCO ALLEM DE BUC	Affectation	6 184 554,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	224 - Participation à des cités mixtes	22011 - Rénovation des cités mixtes départementales	12201101 - Rénovation des cités mixtes départementales
HP224-032	CP2022-032	D1100456	PPI 2011 - PARIS 12EME CMR PAUL VALERY	Affectation	1 700 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	224 - Participation à des cités mixtes	22032 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales	12203201 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées
HP224-035	CP2022-032	D1100456	PPI 2011 - PARIS 12EME CMR PAUL VALERY	Affectation	33 490 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	224 - Participation à des cités mixtes	22035 - Rénovation des cités mixtes régionales	12203501 - Rénovation des cités mixtes régionales
HP224-035	CP2022-032	D1200153	75 PARIS 11EME CMR VOLTAIRE	Affectation	600 000,00	OPPJ	2 022	902 - Enseignement	224 - Participation à des cités mixtes	22035 - Rénovation des cités mixtes régionales	12203501 - Rénovation des cités mixtes régionales
HP224-035				Sous-total	34 090 000,00						
HP28-005	CP2022-032	D2200051	AFFECTATION MARCHE AMO OUTILS PROGRAMMATIQUES	Affectation	40 000,00	OPPJ	2 022	932 - Enseignement	28 - Autres services périscolaires et annexes	28005 - Schéma des formations	12800504 - Développement des TICE et des ENT
					PART INVESTISSEMENT	148 995 654,00					
					PART FONCTIONNEMENT	4 485 000,00					